

Projet collectif d'ArScAn *Fait urbain*

1^{ère} Matinale : séminaire de l'AFÛ

Le mardi 9 juin 2020
de 9h à 12h
a eu lieu Online, sur Zoom

9h : Temps d'échange sur la vie de l'AFU

9h-10h : la vie de l'AFU en cours et à venir

Point sur la situation et les nouveaux outils (Twitter, blog, HAL, etc.), organisation des prochains évènements (séminaire, journée d'étude), dates, programme et appel à communication pour la journée d'étude du 4 décembre. Questions diverses.

10h : Temps de présentation-discussion

10-12h : Séminaire par **Hélène Dulauroy-Lynch** (Service départemental d'archéologie de l'Oise : SDAO) : *Rapports en retard et RO disparus... le cas du SDAO*.

Séminaire qui s'inscrit dans la thématique : « *Reprise des données de fouilles anciennes* » ([journée d'étude du 29 juin 2018](#)).



Compte-rendu de la première Matinale AFU du 9 juin 2020 – thématique reprise : *Les cold cases : reprise des données de fouilles anciennes*

Séminaire :

Rapports en retard et RO disparus... le cas du SDAO

Hélène DULAUROY-LYNCH

Service départemental d'archéologie de l'Oise (SDAO)

1. Contexte

- Départ de P. Bertin chef de service de 2009 à juin 2014.
- En novembre 2014 : arrivée d'H. Dulauroy-Lynch. A cette date, un seul rapport de fouille a été rendu par le SDAO.
- Il reste donc sept rapports de fouilles à rendre, plus ou moins en retard.
- En 2015 et en 2017, le SDAO réalise deux autres fouilles.
- La difficulté repose dans le fait que les responsables d'opérations ne sont plus au service : P. Bertin est parti et personne ne parvient à le joindre (deux rapports). Il a aussi probablement de la documentation avec lui concernant Beauvais car il y a des lacunes.
- C. Glardon est décédée en 2014 (deux rapports).
- A. Michel a quitté le service pour celui de Seine St Denis (un rapport).

2. Les rapports en retard...et le traitement d'archives de RO disparus

D'un point de vue administratif, les responsabilités d'opérations sont réattribuées à des RO présents :

- Chiry 2012 : C. Glardon ; G. Cu villier,
- Lé vignen 2012 : P. Bertin ; D. Veyssier
- Bresles 2011 : n'est pas réattribuée, par respect pour C. Glardon, mais c'est D. Veyssier qui doit en faire le rapport.

Des rapports enfin rendus :

- Plailly en juin 2016
- Bresles : septembre 2019

- Lévignen 2012 : février 2020
- Chiry 2012 : juin 2020

Et à venir...

- Passel 2011 : automne 2020
- Lévignen 2015 : fin 2020
- Chiry 2013 : fin 2020
- Beauvais : *that is the question...*

Les conséquences sur le service :

- Une baisse de son activité,
- moins de diagnostics,
- et surtout plus de fouilles,
- médiation,
- recherche et publications ;
- stress,
- RO « punis » qui ne peuvent plus « sortir »,
- budget accaparé par ces opérations en souffrance,
- complexité à traiter des données de fouille qu'on n'a pas dirigé soi-même (lacunes, erreurs, etc.).

3. Le cas de la fouille du Palais épiscopal de Beauvais : à la recherche des archives et du RO disparus

Cette fouille a été réalisée préalablement à la restauration du palais (MUDO).

Plusieurs phases peuvent être dégagées :

- Phase 1 : Haut Empire, I^{er} siècle
- Phase 2 : Haut Empire, fin I^{er}-début II^e – habitat ou bâtiment public ; haute qualité
- Phase 3 : Haut-Empire, II^e-début III^e ; idem incendie au III^e
- Phase 4 : Bas-Empire : plus de construction ; Rempart
- Phase 5 : Haut-Moyen Âge : pas de traces
- Phase 6 : Moyen Âge central : pas de bâtiment ; fosses et latrine
- Phase 7 : Fin du Moyen Âge : four à cloche
- Phase 8 : Epoque moderne : rehaussement sol ; basse-cour
- Phase 9 : Epoque contemporaine : RAS.

Un état des lieux : archives de fouille et de post-fouille :

- numérisation des inventaires partielle ;
- études de céramiques gallo-romaines et numismatiques faites ;
- restauration des objets en métal ;
- plans partiellement traités et phasés ;
- DAO terminée.

Le travail accompli entre 2014 et 2020 :

- 2016-2020 : étude et restauration peintures murales (90 960 euros sur 4 ans) ;

- 2018-2020 : études lancées et partiellement terminées : céramique médiévale et moderne, carpologie, archéozoologie, métal, four à cloche, TCA, verre (56 287 euros en 2019 et 2020) ;
- 2019-2020 : études architecturale et historique du complexe épiscopal (en cours).

Les difficultés rencontrées :

- Un inventaire US/faits numérique existe, mais les fiches de terrain manquent ;
- Le plan de masse : le traitement n'est pas terminé et des éléments de bases manquent. Notamment un énorme travail de topo qui reste à faire ;
- Pas de carnet de fouille et... pas de traces des réflexions personnelles du RO qui reste injoignable ;
- Possibilité que des informations importantes manquent sans que nous le sachions ;
- On remarque que le RO avait déjà assez finement compris le phasage et l'évolution du site à l'époque gallo-romaine, mais les éléments sont beaucoup moins aboutis pour les périodes suivantes. Or, le mobilier est abondant et les liens avec l'histoire du palais vont être compliqués à faire mais pourtant indispensables...redécoupage des phases médiévales, *quid* des époques modernes et contemporaines ?

Un très gros travail reste à faire :

- Problème de temps...
- Qui va le faire ?

3. Questions soumises à la discussion :

1. Comment gérer la disparition (décès) d'un RO ou la disparition volontaires (injoignable, ayant quitté l'archéologie) d'un autre RO ?
2. Comment faire si le RO est dans une autre collectivité et que cette dernière rechigne à le « libérer » un peu ?
3. Comment un service peut encaisser une telle situation qui retombe sur d'autres RO et sur l'ensemble du service ?
4. Problème de la sévérité des SRA/CTRA par rapport à la tolérance passée...
5. Comment faire un rapport le plus complet possible si de la documentation manque et comment le faire comprendre à la CTRA afin qu'elle ne massacre pas le RO qui a bien voulu reprendre le dossier (et qui pourrait écopier d'un mauvais avis CTRA...)
6. Spécificité des fouilles urbaines où le risque d'informations disparues est sans doute plus important (complexité stratigraphiques, couches non relevées, etc.).

4. Discussion :

Les points saillants relevés

Bruno Desachy (BD) :

- Ne pas nourrir trop d'espoir sur la rédaction du rapport mais ne pas en faire un point de blocage.

- Considérer la rédaction du rapport comme une seconde opération qui repose sur les sources disponibles plus que sur le terrain en soi. Faire avec et si on arrive à obtenir plus d'info *via* le RO ou les personnes qui ont participé au chantier ce sera un plus : c'est un rapport de reprise de documentation et non un rapport de fouille.
- Utiliser la documentation et voir si on valide les interprétations qui avaient été faites ou pas. Tenir compte des trous dans la documentation à l'image de ce qu'on doit faire sur le terrain (cf. canalisation contemporaines recoupant niveaux anciens).
- Considérer ce travail de reprise comme une opération en soit, donc :
 - Budgéter
 - Programmer
 - Prévoir les moyens humains
 - Les missions de chacun
 - Vertu pédagogique de ce type d'opération
 - Possibilité d'intégrer des étudiants pour traiter la doc
- Il faudrait que la CTRA considère cela en tant que tel comme un autre type d'opération.
- Cf. Louvre : récolement de la documentation disponible (pré-rapports, rapports de zone, études spécialisées, fiches d'US, etc.) : faire un état des lieux des manques.

Dorothée Chaoui Derieux (DCD) :

- En Île-de-France : nombreux exemples de RO « disparus » (décédés, partis dans d'autres régions, ayant quitté l'archéologie, etc.). Ce qui importe le plus en cas de rapport non rendu, c'est la mise à disposition des données à destination de la communauté scientifique.

Claire Besson (CB) :

- Il faut mettre à disposition les informations pour en faire bon usage (spécialistes, etc.) mais pas possible de faire un vrai DSF car il manque de toute façon le ressenti du RO. C'est déjà mieux si on a le RS.

BD :

- Signaler les lacunes. De même, mettre à disposition le mobilier.

Gaëlle Bruley-Chabot (GBC) :

- Beaucoup de cas en Île-de-France, à l'Inrap. C'est assez mal vécu par les RO « fautifs », ceux qui doivent reprendre et ils ne veulent pas toujours signer.
- Il y a aussi une pression des aménageurs (Sénart).
- Difficulté de gérer les agents : ceux qui sont critiqués pour leur retard et ceux qui rechignent à récupérer des rapports en retard.

CB :

- La position du SRA est différente de celle des aménageurs qui veulent juste la libération du terrain. Le SRA à l'inverse peut considérer que le rapport peut attendre parfois sauf si nécessaire pour prescriptions suivantes.

Vianney Rassart (VR) :

- Problème de recettes qui ne tombent pas si les rapports ne sont pas finis / et problème de l'aménageur qui ne peut pas « fermer » son opération. Donc la remise du rapport est importante.
- Exemple de très grosse opérations de 2 ha dans les 90's.

BD :

- Complexité stratigraphique : on ne peut pas essayer de refaire la stratigraphie.
- Donc il faut un dispositif de réenregistrement propre à ce type d'opération / avec les mêmes informations qu'enregistrement de terrain, mais en gérant les incertitudes et les souvenirs divergents.

Stéphane Augry (SA) :

- Exemple d'Archéoloire avec un opérateur défaillant, le SRA a refait un nouveau cahier des charges, ce qui permet de :
 - Rassurer le RO ;
 - Protéger la structure ;
 - Encadrer les missions de chacun.
- Notons la différence entre les opérations avant 2003 où aucun moyen de post-fouille n'était imposé et les opérations après 2003.

David Couturier (DC) :

- Position déontologique de refuser de récupérer le rapport d'un autre.
- Proposition pour les grosses fouilles de les confier à un binôme.
- Au-delà des archives du sol, il faut aussi penser à la notion de mémoire d'une fouille incarnée par le RO et qui n'est pas forcément fixée sur un support écrit.

BD :

- Il ne faut pas voir la reprise des fouilles comme une punition mais plutôt comme deuxième chance.

Géraldine Faupin (GF) :

- Les archives de fouilles appartiennent à Etat.
- Il est important aussi de le re-souligner.

SA :

- Un bel exemple de réussite est celui du château de Saumur. Le RO est décédé, la documentation a été reprise et une publication très réussie en est sortie : <https://www.maine-et-loire.fr/aides-et-services/culture-et-patrimoine/etudes-et-publications-patrimoine/etudes-et-publications-darcheologie>
- La publication s'intitule : Litoux Emmanuel et Cron Eric (dir.), *Le château et la citadelle de Saumur, architectures du pouvoir*, Supplément au Bulletin Monumental n°3, Société Française d'Archéologie, 2010, 224 pages, ISBN : 9782901837367.

Laëtitia Maggio (LM) :

- Le SRA subventionne le chantier des collections : à ce titre il peut subventionner des opérations de reprise de mobilier ancien, mais aussi une reprise des archives de fouille.
- L'objectif est de conserver le mobilier mais aussi la documentation.

BD :

- Le but de la reprise de fouille est de sauvegarder les informations, mais pas forcément les supports.